L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
MARDI, 19 JUIN 1888.

PETITES ANNONCES.

A. **M. Phillips**, notaire, 8 Canal Place, peut prêter sur hypothèques de 5000 à $50,000. 29 déc—3m

A VENDRE.

A VENDRE—Grocerie et café avec meubles, etc. Le tout à bon marché. S'adresser à 6 a. dresser coin Johnson et Bayou. 19 juin—3t

A VENDRE ou à louer, par ordre du propriétaire absent, la maison No 266 rue Bourbon, entre Conti et Dorbigny ; terrain 3 mètres 50 centimètres de front, jardin, &c. Conditions libérales. 12 juin—7t

A VENDRE—Chez F. A. Mangin, fergeron, No 73 Ste Anne, entre Bourbon et Dauphine, ornements, colonnes et grilles de tombes, portes de caveaux, volets, tentes à mécanique. 17 juin—

DEMANDES.

ON demande—Un bon cheval de famille de deux et sans défaut. On ne le prendra qu'autant que le prix sera modéré. S'adresser à C. B. No 511 Post Office Box.

ON demande—Des fermiers avec leurs familles pour occuper, sans dépenses, une grande habitation. S'adresser à "Farmer", 2625 rue St. Mary, N. O.

10juin—1m

Avis de présentation de Bills.

Mairie de la Nouvelle-Orléans,
Hôtel de Ville, 9 juin, 1888.

Conformément à l'article 48 de la Constitution, avis est par le présent donné, qu'une demande sera faite à l'Assemblée Générale de la Louisiane, pour modifier la loi 14 de 1877, et pour la remplacer par une loi qui sera conforme aux ordonnances actuelles de la Ville de la Nouvelle-Orléans, réglementant l'industrie des vidanges.

JOS. A. SHAKESPEARE, Maire.
10 juin—5 f en 30 j.

AVIS—Je donne par les présentes avis que je m'adresserai à la Législature de l'Etat de la Louisiane pour obtenir le paiement de mes honoraires comme sténographe dans l'affaire de l'Etat, vs. Jacques Lagarde, condamné par le juge Larue, No 9,845, Cour Suprême de la Louisiane.

ARTHUR McGUIRK.
3 juin—3f en 1 m

AVIS est par le présent donné, conformément à l'article 48 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, qu'un bill sera présenté à la session de l'Assemblée Générale de l'Etat, pour obtenir l'autorisation de permettre à l'Etat de la Louisiane dans la Cour Civile de District de la paroisse d'Orléans, pour paiement de ce que l'Etat doit au soussigné.

WM. DURBRIDGE.
29mai—5f en 30 j.

AVIS est le présent donné qu'une application sera faite à la session actuelle de la Législature de l'Etat pour décréter entre autres pouvoirs aux voies et pour décréter entre autres pouvoirs aux voies et ponts, de drainer, payer, etc., la Nouvelle-Orléans, et créant un Bureau dans ce but ; Bureau qui sera revêtu du pouvoir d'imposer un assessment de la façon et pour l'objet indiqués. La nouvelle loi abrogera toutes les anciennes qui seront en conflit avec elle.

20 mai—7f en 30 j.

AVIS est par le présent donné qu'il sera présenté à la Législature d'Etat de 1888 un bill pour faire rembourser par le Trésor d'Etat de l'argent qui appartient aux héritiers de James Ogilvie.

JOHN McDOUGALL,
Agent.
20 mai—5 f en 30 j

AVIS—Application sera faite à la Législature, conformément à l'Article 48 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, pour le paiement de marchandises prises pour l'usage de l'Etat.

19mai—5f en 30 jrs S. Z. RELF.

Mairie de la Nouvelle Orléans,
Hôtel de Ville, 18 mai 1888.

AVIS est par le présent donné, conformément à l'article 48 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, que l'Ville de la Nouvelle-Orléans a l'Assemblée Générale de la Louisiane, pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant, changeant et modifiant la loi créant le drainage public, les limites marécageuses, propriétés vagues, bâties, des limites municipales, annexions pour taxes.

JOS. A. SHAKESPEARE,
18 mai—5 f. en 30 j. Maire.

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de J. F. Warner.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No. 23 394.—Division E.—A tous ceux qui pourront avoir ou prétendre avoir aucun intérêt dans la succession de feu Jas. F. Warner, décédé à la Nouvelle-Orléans, le 7 juin 1888, ou dans ses biens :—Vous êtes par le présent donné un délai de dix jours qui suivront la présente notification, pour faire valoir vos droits (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Henry Warner, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué, et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
19 juin—19 23, 28.

Succession de Sidney J. Gilbert.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 24,367—Division A—Alice Georgie E. Gilbert présente une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Sidney J. Gilbert, décédé à la Nouvelle-Orléans, et par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
19 juin—19 23 28

Succession de Martin Hoey.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No. 24,369—Division D.

Attendu que Mme Margaret Hoey a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Martin Hoey, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux qui ont ou prétendent avoir droit à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
19juin—19 23 28

Succession de E. B. Jennings.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 23,181—Division C. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par W. E. Lawrence, W. A. Gordon et E. H. Corkery, exécuteurs testamentaires de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
14juin—14.19.23. Greffier.

Succession de Charles Reiffenscheid.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—Division D.

Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John Fiss, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
13 juin—13 17 22

AVIS AUX CREANCIERS.

Succession de F. Brieske vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No. 23,021—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par F. F. Casanova, syndic des créanciers dans cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
Greffier

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 24,217.—Alphonse Marx & Co., vs leurs créanciers.—Ordre.—Qu'une assemblée des créanciers de la raison commerciale de Alphonse Marx & Co., composée de Alphonse Marx et Herman Wolfath, soit convoquée et tenue par devant W. O. Hart notaire en cette ville, le vendredi 6 juillet 1888 à 10 heures A. M. pour délibérer sur leur application pour un report pour payer leurs dettes en versements égaux dans un, deux et trois ans sans intérêts : que A. Bernau Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents de cette association, et que, dans l'intervalle, jusqu'à nouvel ordre de cette cour, toutes procédures judiciaires contre leurs personnes et leurs biens soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 29 mai 1888.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
31 mai—3 f en 30 j.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Mme Regina Heyman vs ses créanciers—No 24,172—Division C—Ordre de Cour—Qu'une assemblée des créanciers de la pétitionnaire Mme Regina Sauter, veuve de Léon Heyman, soit convoquée et tenue par devant Chas. Parlange, jr., en cette ville, le VENDREDI, 29ème jour de juin 1888, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et déliberer sur l'application faite par cette pétitionnaire pour un répit, et en attendant, que toutes procédures judiciaires contre la personne et biens de la dite pétitionnaire soient suspendues, et que Lionel Adams, Esq. avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents, dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 23 mai 1888.
Signé : ALBERT VOORHIES, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
25 mai—3f au 29 juin

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Chas F. Keeling vs. ses créanciers—No 24,138—Division C—Ordre de Cour — Qu'une assemblée des créanciers du pétitionnaire Chas F. Keeling soit convoquée et tenue en l'étude de Lionel Adams, notaire en cette ville, No 26 Commercial Place, le samedi, 30ème jour de juin 1888, à 12 heures M. pour prendre en considération et déliberer sur la demande du dit pétitionnaire pour un répit, et que toutes procédures contre la personne et biens du dit pétitionnaire soient suspendues jusqu'à ce que Ernest Marcel, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Fils-Orléans, 25 mai 1888.
(Signé) F. A. MONROE, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
27mai—3f au 30 juin

ETAT DE LA LOUISIANE. — COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 22,232—Division C.—Edward Lilienthal vs ses créanciers—Ordre de Cour—Qu'une assemblée des créanciers de Edward Lilienthal insolvable dans cette affaire, soit tenue devant John Bender-nagel, notaire en cette ville, le lundi, deuxième jour de juillet, 1888, à 11 heures a. m., pour délibérer sur l'application faite par cette assemblée pour un répit, et que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit insolvable soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 30 mai 1888.
Signé, F. A. MONROE, Juge.
Pour copie conforme,
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
31 mai—

ATTRAIT SANS PRECEDENT!
PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.
L.S.L.
Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane
Grand Tirage Mensuel,
—A—
L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,
NOUVELLE-ORLEANS,
MARDI, 10 JUILLET 1888.
GROS LOT:
$300,000
100,000 Billets à Vingt Dollars chacun. Demi-Billet $10; Quart de Billet $5 00; Dixième de Billet $2; Vingtième de Billet $1.
LISTE DES LOTS :
1 Lot de ... $300,000, est $300,000
1 Lot de ... 100,000.... 100,000
1 Lot de ... 50,000.... 50,000
1 Lot de ... 25,000.... 25,000
2 Lots de... 10,000.... 20,000
5 Lots de... 5,000.... 25,000
10 Lots de... 1,000.... 10,000
250 Lots de... 500.... 50,000
200 Lots de... 300.... 60,000
500 Lots de... 200.... 100,000
PRIX D'APPROXIMATION :
100 Lots de $599, est..... $59,900
100 Lots de $300, ... 30,000
100 Lots de $200, ... 20,000
PRIX TERMINAUX.
999 Lots de $100, est..... $99,900
999 Lots de $100, ... 99,900
3,134 Lots se montant à.... $1,054,800
NOTE.—Les billets gagnant des lots capitaux n'ont pas droit à d'autres lots si leurs deux dernier chiffres sont les mêmes que ceux des billets gagnant le gros lot.
Pour les Clubs ou toute autre information s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distinctement lisible. On s'assurera un service plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant votre adresse en plus.
Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express (à nos frais). Adresser à
M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.
Adresser vos lettres enregistrées à
la New Orleans National Bank,
New Orleans, Lne.
RAPPELEZ-VOUS que la présente compagnie a été légalement incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.
La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire formel, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.
Les grands tirages extraordinaires mensuels auront lieu semi-annuellement (Juin et Décembre) et les grands tirages à nombres ordinaires auront lieu les autres mois de l'année, et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.
Nous déclarons, par le présent, que nous prendrons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, à plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.
COMMISSAIRES.
LISTE DES LOTS :
1 Lot de ... $300,000, est $300,000
1 Lot de ... 100,000.... 100,000
1 Lot de ... 50,000.... 50,000
1 Lot de ... 25,000.... 25,000
2 Lots de... 10,000.... 20,000
5 Lots de... 5,000.... 25,000
10 Lots de... 1,000.... 10,000
250 Lots de... 500.... 50,000
200 Lots de... 300.... 60,000
500 Lots de... 200.... 100,000
PRIX D'APPROXIMATION :
100 Lots de $599, est..... $59,900
100 Lots de $300, ... 30,000
100 Lots de $200, ... 20,000
PRIX TERMINAUX.
999 Lots de $100, est..... $99,900
999 Lots de $100, ... 99,900
3,134 Lots se montant à.... $1,054,800
NOTE.—Les billets gagnant des lots capitaux n'ont pas droit à d'autres lots si leurs deux dernier chiffres sont les mêmes que ceux des billets gagnant le gros lot.
Pour les Clubs ou toute autre information s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distinctement lisible. On s'assurera un service plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant votre adresse en plus.
Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express (à nos frais). Adresser à
M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.
Adresser vos lettres enregistrées à
la New Orleans National Bank,
New Orleans, Lne.
RAPPELEZ-VOUS que la présente compagnie a été légalement incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.
La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire formel, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.
Les grands tirages extraordinaires mensuels auront lieu semi-annuellement (Juin et Décembre) et les grands tirages à nombres ordinaires auront lieu les autres mois de l'année, et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.
Nous déclarons, par le présent, que nous prendrons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, à plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.
COMMISSAIRES.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de meubles de ménage, d'immeubles, livres d'un photographe, de livres, d'outils, d'un manège, d'articles de pêcheur, de substances chimiques, etc.

The Diamond Match Co. vs Geo. W. Hill.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 22,340—Il m'a été ordonné par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, de procéder à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, 72 et 74 rue St. Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, les effets saisis en cette affaire, et désignés dans mon procès-verbal de saisie, et ci-après désignés, le LUNDI, 25 juin 1888, à 10 heures A. M., de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un meuble entrepôt, rue Ste-Anne, entre Royale et Chartres.

Un vaste assortiment de meubles de ménage de valeur, comprenant des matelas, des sommiers, draps, oreillers, couvertures, nattes, aussi commode, tables, etc.

1 monstre de dame—un REEL en argent massif pour pêcher et autres articles pour pêcheur, etc.

24 volumes et un lot de mappes, une lorgnette d'opéra, etc.

1 boîte d'outils de charpentier, 1 banc de travail, 1 boîte de substances chimiques, etc.

4 paquets d'instruments de photographe et divers autres articles.

Le tout selon un inventaire enregistré en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
CHAS W. DROWN,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
14 juin—14 19 23 24

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente importante par le shérif civil de la paroisse d'Orléans d'un intérêt de valeur dans la fabrique à sucre Burguières, ainsi que la manufacture de persiennes, portes, chassis et fabrique de moules, ainsi que les chantiers de bois, briques, &c., situés dans l'Ile Delassize, bornée par les rues Toulouse, St Louis, Bassin et Franklin.

Dans l'affaire de Philip W. Sherwood vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 23,841—En vertu d'un ordre de vente daté le 12 juin, 1888, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je vendrai à l'encan, au local Nos. 171 à 181 rue St. Louis, coin Franklin, le MARDI, 26 juin 1888, à 11 heures a. m., la propriété décrite ci-dessous sur laquelle Francis Martin, de cette ville, a un nantissement et gage en vertu de cinq billets à lui passé par devant James Fahey, notaire, daté le 19 novembre 1887, à savoir :

Les deux tiers indivis et intérêt de Philip W. Sherwood dans la propriété, ma hine pour travailler le bois, bouilloires, pompe, governor, arbres de couche, poulies, belting, outils, instruments, modèles, dessins, stock manufacturé, bois brute et de charpente, quincaillerie, glaces, meubles de bureau, etc., contenus dans les bâtisses sur l'Ile Delassize, portées et numérotées sur les rues Toulouse, St-Louis, Bassin et Franklin, dans cette ville, aussi les bâtisses elles-mêmes et le terrain sur lequel elles sont bâties, le tout plus amplement décrit dans l'inventaire de Sherwood & Co. enregistré en cette cour, contenant un grand assortiment de propriété, &c.

Conditions—Comptant sur les lieux.
CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
15 juin—15.19 23 26

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriétés améliorées de valeur formant le coin de la rue Marais et de la Promenade Carondelet ainsi que le coin des rues Marais et St-Pierre.

Jean Pierre Carrère vs Giovanni Arata.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 24,105—En vertu d'un writ de saisi et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, SAMEDI, 7 juillet 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre avec les édifices et améliorations qui s'y trouvent, ainsi que tous droits, toutes voies, tous privilèges et leurs dépendances qui s'y rattachent, situé dans le second district de cette ville, dans l'îlet borné par la Promenade Carondelet, par les rues Marais, Trémé et St Pierre, désigné comme lot No 8 de l'îlet No 54, mesurant, au pied français, 30 pieds de face à la rue Marais sur 90 pieds de face à la Promenade Carondelet, sur une profondeur de 120 pieds 2 pouces de profondeur et face à la rue St Pierre, le tout plus ou moins, et de la même profondeur sur la ligne latérale opposée : le tout conformément à un plan dressé par J. Community, arpenteur, en date du 25 mai 1867, et déposé chez Joseph Cuvellier, notaire de cette ville, et formant le coin de la rue Marais et de la Promenade Carondelet, ainsi que le coin des rues Marais et St Pierre.

Acquis par le défendeur, à titre d'achat, de Thomas Arata, par acte passé devant Octave Morel, notaire, le 10 février 1877.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
CHAS W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
6 juin—6 13 20 27—3 7 juil

ANNONCE JUDICIAIRE.

VENTE IMPORTANTE

D'un grand lot de Groceries de famille et de choix.

Vins, Liqueurs, Whiskies, Etc. Aussi, Comptoirs, Etagères, Installations, Etc.

—Aussi—

Un Mulet, deux Charrettes, un lot de Harnais, Divers, Etc.

Dans l'affaire de H. P. Poupart vs. Ses Créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans — No. 24,138. — En vertu d'un ordre de vente à moi adressé par la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, aux lieux ci-après décrits, le VENDREDI, 22 juin 1888, à 10 heures a. m., de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Le mulet No 36 rue des Urselines, tout le contenu du dit local, contenant un grand assortiment de groceries de famille, etc.

Aussi, un mulet, deux charrettes, un lot de harnais, etc., le tout d'après un inventaire enregistré dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.
CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
Ferrot oitre dans l'affaire ci dessus.
12juin—12,16,19,22

MONITION.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA PAROISSE D'ORLEANS—No 24,014. Division E.

Dans l'affaire de Jean Marie Laporte demandant une monition.

A tous ceux que cela concerne, salut :

Attendu qu'à une vente publique pour taxes, faite dans la Nouvelle-Orléans, le 2 avril 1867, par Charles Cavaroc, collecteur de taxes d'Etat des districts inférieurs de la Nouvelle-Orléans, conformément à une loi de l'Etat de la Louisiane, à la session de 1866, loi No 82 approuvée le 10 juillet 1866, Jean Baptiste obtint le paiement des taxes d'Etat et de ville non payées dues sur les propriétés ci-après décrites pour les années 1877 et 1878, assessées au nom de (inconnu).

Description de la propriété

1° Un certain lot de terre avec les améliorations qui y trouvent, situé dans le quartier de la ville de la Nlle-Orléans, désigné comme le No 5 dans l'îlet No 314, borné par les rues St. Philippe, Dauphine, Rochblave et Toulouse, le dit lot No 5 mesurant 62 pieds sur la rue St. Philippe, sur une profondeur de 100 pieds ;

2° Un certain lot de terre avec les améliorations qui y trouvent, dans le Second District de la ville de la Nlle-Orléans, désigné comme lot No 8, dans l'îlet No 314, borné par les rues Rochblave, St. Philippe, Ursulines et Tonti, le dit lot No 8 mesurant 108 pieds sur la rue Rochblave, sur une profondeur de 100 pieds ;

Attendu que la dite vente, Jean Marie Laporte est devenu l'acquéreur et l'adjudicataire desdites propriétés, le prix d'achat pour la propriété immédiatement décrite étant de cinq dollars, et pour la propriété secondement décrite de vingt un dollars ; que le 28 avril 1887, lesdites propriétés ont été transférées par acte public à Marie Laporte, en vertu de deux actes de vente passés pardevant Alphonse Rabouin, notaire, et enregistrés en la Cour, conformément à la loi, et au bureau des Aliénations de la paroisse d'Orléans, dans le livre 120, folio 059 ;

Et, attendu que dans Marie Laporte s'est adressé à cette cour pour une monition on annonce, conformément à la loi et aux sections 2370, 2371, 2372 &c. 2373 de la dite loi, approuvée le 10 mars 1870, comm comme les Statuts Révisés de la Louisiane.

Toutes les personnes intéressées qui ont à faire valoir un droit, un titre ou une réclamation quelconque contre les propriétés ci-dessus décrites, par mitis d'une information sommaire dans les procédures, de la publication des annonces, de la description des dites propriétés, ou de l'adjudication en vertu de laquelle s'est opérée la vente, ou de toute irrégularité ou illégalité dans les assessements, les avis, les demandes, les annonces, le temps et le mode de la vente, dans laquelle le demandeur est devenu l'acquéreur, ou de tout autre manquement quelconque sont, par les présentes prévenues, au nom de l'Etat de la Louisiane et de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans d'avoir à déduire dans les trente jours à partir de celui où cette monition paraîtra pour la première fois dans le journal, les raisons pour lesquelles la vente ainsi faite ne serait pas confirmée et homologuée.

Nouvelle-Orléans, 7 mai 1888.
(Signé) ALBERT VOORHIES, juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN député greffier.
9mai—3f en 30 j

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—John McGuinness vs. ses créanciers—No 24,226—Ordre—Qu'une réunion des créanciers de John McGuinness soit convoquée et tenue devant W. O. Hart, notaire en cette ville, le 6 de juillet 1888, à 10 heures a. m., pour voter sur son application pour un report d'un, deux et trois ans pour payer ses dettes en versements égaux et sans intérêts ; que Aug. Bernau, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents, et que dans l'intervalle, jusqu'à nouvel ordre de cour, toutes procédures contre sa personne et ses biens soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 30 mai 1888.
Signé : A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme :
A. Lassere, Député Greffier
30mai—3f en 30 j

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le shérif civil de propriétés de valeur sur la rue du Canal et ailleurs, à un long crédit.

Succession de Edward S. Wurzburger.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 21,937—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St. Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 21 juillet 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

1° Deux certains lots de terre, ensemble avec toutes les améliorations, etc., qui s'y trouvent et sont dessinés sur le plan d'Arthur De Armas, arpenteur, en date du 1er juin 1888, déposé en l'étude de S. Magner, ancien notaire, comme le plus numéro 77 dans le livre de plan No 5. Le dit lot mesurant vingt-quatre pieds un pouce et deux lignes de face à la rue Canal, quarante-vingt-deux pieds onze pouces de largeur dans le fond, sur une profondeur de cent cinquante-neuf pieds dix pouces et quatre lignes sur le côté du lot numéro quatorze et cent soixante-dix pieds neuf pouces et sept lignes de profondeur sur le côté vers la rue Broad et le lot numéro quatorze mesure vingt-sept pieds de face à la rue Canal sur une profondeur de cent cinquante-neuf pieds dix pouces et quatre lignes entre lignes parallèles.

2° Un certain lot de terre, ensemble avec toutes les améliorations, etc., qui s'y trouvent, situé dans l'îlet borné par les rues Olympia, Carondelet, Canal et Bienville, désigné comme lot No 6 du plan susdit, mesurant vingt-quatre pieds de face à la rue Canal sur une profondeur de trois cent quinze pieds un pouce entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations construites sur les dites deux propriétés, connues sous les numéros 722 et 724 rue Bienville, et 719 et 721 rue Canal.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
19 juin—19 26—3 10 14 21

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété de valeur dans le Troisième District.

F. L. Fontenot vs. Mme Vve Adolphe Julien.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 24,177.—En vertu d'un writ de saisi et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 21 juillet 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre, situé dans l'îlet borné par les rues Frisco, Roman, Laharpe et Colombus, désigné par le No 6 de l'îlet No 16, d'après un plan par Sturgi daté le 12 juin 1844, déposé au bureau de A. Duncaul, notaire public, sous le No 5 du livre de plans No 3 ; le dit lot mesurant 31 pieds 7 1|2 pouces sur la rue Roman sur une profondeur de 100 pieds, entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus

Conditions—Comptant, sur les lieux.

Sheriff Civil de la paroisse d'Orléans.
19 juin—19 26—3 10 14 21 juil

ANNONCE JUDICIAIRE.

La Banque des Citoyens de la Louisiane vs Gresham Land Company.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 23,868—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et l'allée Commerciale, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 21 juillet 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Trois certains lots de terre, situés dans le faubourg Montreuil, près de cette ville, désignés par les numéros quarante, quarante-un et quarante-deux, conformément à un plan de dit faubourg, dressé par J. Pilié, alors voyer de cette ville, le 16me jour de juin 1831, et déposé en l'étude de G. De Armas, notaire en cette ville. Les dits lots mesurent chacun au pied américain, soixante pieds de face à la rue Elmire, entre lignes, et cent trente-trois pieds onze pouces de profondeur de cent vingt pieds. Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et sont en voie de construction sur les dits lots, avantages et dépendances qui y appartiennent.

Ensemble avec soixante dix actions maintenant réduites à soixante-six actions du fonds capital de la banque des Citoyens de la Louisiane y attachées. Lesquelles dites propriétés ci dessus sont décrites sur un plan fait par Arthur De Armas, député voyer de ville, en date du 16 juin 1888 et déposé au bureau du Shérif Civil de cette paroisse, et mesurant conformément au dit plan comme suit :

Trois certains lots de terre, situés dans le faubourg Montreuil, près de cette ville, dans l'îlet numéro 175 et borné par les rues Elmire, Dauphine ou Grands-Hommes, Congress et Roffignac, désignés sur le plan susdit, comme les numéros quarante, quarante-et-un et quarante deux. Le dit lot numéro quarante étant à une distance de cent pieds de l'encoignure des rues Elmire et Dauphine.

Les dits lots se touchent et mesurent chacun, au pied américain, soixante pieds de face à la rue Elmire sur une profondeur de cent vingt pieds, entre lignes égales et parallèles. Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations maintenant sur les dits lots de terre, tous les droits, voies et privilèges, etc.

Ensemble avec les dites actions ci-dessus décrites.

Saisi dans l'affaire ci dessus.

Conditions—Comptant sauf pour payer la réclamation du plaignant, à savoir : onze cent soixante-seize dollars, montant sur le prêt, capital, avec dix pour cent d'intérêt à partir du 1er avril 1868 ; et une autre somme de mille cinquante dollars, le montant de la contribution des dites actions du capital, avec huit pour cent d'intérêt par an sur cent quarante dollars à partir du 1er décembre 1873, et avec huit pour cent d'intérêt par an sur cent quarante dollars à partir du 1er décembre 1877, et avec huit pour cent d'intérêt par an sur cent quarante dollars à partir du 1er décembre 1881, et huit pour cent d'intérêt par an sur cent quarante dollars à partir du 1er décembre 1882 et avec huit pour cent d'intérêt par an sur quatre vingts-dix dollars (890) à partir du 1er décembre 1883 et avec huit pour cent d'intérêt par an sur quatre-vingts-dix dollars (890) à partir du 1er décembre 1884 et avec huit pour cent d'intérêt par an sur quatre-vingts-dix dollars (890) à partir du 1er décembre 1885 et avec huit pour cent d'intérêt par an sur quatre-vingts-dix dollars (890) à partir du 1er décembre 1886 et avec huit pour cent d'intérêt par an sur quatre-vingts-dix dollars (890) à partir du 1er décembre 1887 et tous les frais dans ce procès et la vente et les taxes dues sur la dite propriété.

L'acquéreur en outre assumera le reste des dites actions hypothéquées sur la dite vente sucore dû mais qui est sujet à être appelé conformément à la charte et aux lois de la Banque des Citoyens de l'Etat de la Louisiane, savoir : la somme de trois mille quatre cent vingt dollars ($3,420) et l'acquéreur assumera toutes les obligations d'un actionnaire vis à vis la Banque des Citoyens de la Louisiane conformément à sa charte et lois.

Et le reste, s'il y en a, du prix d'adjudication comptant.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
29 mai—29—juin 5, 12, 19, 26 30.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente d'un lot de terre de valeur, formant l'encoignure des rues Milan et Perrier, dans l'îlet No 53, ayant dites rues et les rues Berlin et Pyrtange, avec améliorations.

Walter D. Denegre vs H. J. Andreus.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 24,188—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, No 72 et 74 rue St Charles, entre la rue Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 14 juillet 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre avec les bâtisses et améliorations qu'y trouvent et tous les droits, voies, privilèges et servitudes qui y appartiennent, situé dans le sixième district de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Berlin, Milan, Perrier et Pyrtange, et désigné comme lot numéro seize (16), dans l'îlet No 53, sur un certain plan dressé par A. S. Philips, voyer, en date du 15 février 1840 et déposé en l'étude de L. R. Kenny, ancien notaire pour la paroisse Jefferson. Le dit lot de terre No 16 touche au lot No 15 et mesure 30 pieds de face à la rue Milan, sur une profondeur de 120 pieds entre lignes parallèles. Le dit lot No 16 forme l'encoignure des rues Milan et Perrier, étant la même propriété acquise par le défendeur de John F. Lowe, par acte passé pardevant Alphonse V. Philips, notaire, en cette ville, le 27 av